

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTERAIRE ET POLITIQUE:

BUREAU

DU JOURNAL,

Perez Castellanos 162.

HONNEUR ET PATRIE !

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par moi.

MONTEVIDEO.

23 OCTOBRE 1849.

DE LA

COLONISATION

DANS LA PROVINCE BRÉSILIENNE

de

RIO GRANDE DU SUD

« Dieu dit : Croissez, multipliez, rem...
 « plissez la terre, — c'est-à-dire,
 « cultivez-la bien; car sans cela
 « comment peupler ? — Et la parta.
 « gez,—car sans cela comment cul-
 « tiver ?..... »

(PAUL-Louis COURRIER, Simple discours.)

(SUITE.)

En attendant, il est bon de constater ce fait: que le dictateur argentin agit aujourd'hui, à l'égard des étrangers en général, comme si l'amour de l'humanité était son principal mobile, comme si ce dictateur était fatigué de guerres et de proscriptions!—Malheureusement, il n'en est rien; ou du moins la chose est difficile à croire. Cependant l'histoire nous offre plusieurs exemples de conversions plus extraordinaires: nous citerons entr'autres celle—de Dioclétien, l'empereur d'Orient, le dernier mais le plus cruel persécuteur des chrétiens, qui, parvenu au comble des grandeurs humaines, se décida tout à coup, après une longue maladie, à déposer la pourpre impériale pour se retirer dans sa patrie, où il passa les dernières années de sa vie à cultiver de ses propres mains les légumes de son jardin.

Celle de Constantin (le fondateur de Constantinople) qui, se trouvant, à force de cruautés et de perfidies, mais aussi de talents et d'activité, seul maître de l'empire romain, fit asseoir le christianisme sur le trône impérial, proscrit les combats de gladiateurs, défendit le fouet et les tortures à l'égard des débiteurs insolubles de l'Etat; et celui qui jadis faisait jeter ses prisonniers aux bêtes de l'amphithéâtre, en vint à promettre une somme d'argent à ses soldats pour chaque ennemi qu'ils lui amèneraient vivant. Il fit bâtir onze églises à Constantinople et les dota richement avec les domaines impériaux: « il faut, » disait-il, (l'an 326) que les riches portent les charges du siècle et que les pauvres soient nourris des biens de l'Eglise. — Et celle de Charles Quint, l'empereur d'Allemagne, le roi des Espagnes et des Indes, qui, fatigué des agitations de sa vie, résolut de renoncer au trône et de se retirer, pauvre et non comme aujourd'hui de sa naissance, au monastère de Saint Just, où il mourut,

Quand on n'a pas le génie du bien, c'est beaucoup de savoir s'arrêter à temps dans la voie du mal:—Charles-Quint, devenu moine de St Just et terminant dans le jeûne et la macération une vie qui lui était à charge, ne formait-il pas un contraste bien frappant avec la fastueuse résolution de son fils Philippe II, qui, trop soupçonneux pour croire que sa vie put être en sûreté lorsqu'elle ne serait plus protégée par la puissance souveraine, aimait mieux mourir roi que de descendre d'un trône qu'il avait souillé de tant de crimes. On sait qu'après s'être fait transporter de Bruxelles au palais de l'Escurial, des plaies douloureuses et infectes, dont il était couvert, se remplirent d'une vermine dégoutante; mais personne ne pouvait avoir pitié de celui qui, toute sa vie, avait été impitoyable; et lorsqu'il mourut, il ne se trouva pas dans toute l'Espagne un seul homme qu'il regretta, si ce n'est peut-être les inquisiteurs et les bourreaux!

Faisons des vœux pour que ces exemples frappants de la vanité du pouvoir absolu tournent au profit de l'humanité; en rappelant aux tyrans de notre époque qu'il y a au-dessus d'eux un Dieu juste et vengeur, qui n'attend pas toujours que le méchant se présente devant son tribunal redoutable pour le juger et le punir.

Dans tous les cas, ces génies pervers doivent tenir compte de l'esprit et des tendances de notre siècle, qui veu-

lent évidemment améliorer le sort des classes malheureuses par les développemens du commerce et les colonisations volontaires.

Au lieu de nous arrêter davantage à scruter les causes du *revirement* qui paraît s'être opéré à Buenos Ayres, à l'endroit de l'émigration étrangère, et qui prouve au moins que les craintes de difficultés ou d'embarras que le système américain semblait redouter, étaient plus apparentes que réelles,—plus sur le bord des lèvres que dans la conscience du dictateur,—examinons plutôt s'il ne doit pas résulter de l'affluence continue des colons dans ces contrées, un grand bien pour tout le monde; c'est à dire pour tous les habitans du bassin de la Plata, quelle qu'en soit l'origine, comme pour les diverses nations étrangères qui lui fournissent leur contingent de travailleurs.

Cependant, avant d'entrer en matière sur ce chapitre, voyons si les embarras et les difficultés auxquelles on a fait allusion n'existeraient pas, uniquement, dans l'imagination de quelques agents diplomatiques ou militaires, qui, prenant l'effet pour la cause, ont cru voir dans l'armement des français, des Italiens, des espagnols et des autres étrangers de Montevideo, une tendance à contrarier la politique de leurs gouvernemens respectifs.

Parlons franchement et disons que, dans l'opinion de ces agents, les français sont des hommes turbulens, inquiets, entêtés, difficiles à gouverner; et qu'il serait dangereux de les laisser ainsi s'agglomérer dans un pays étranger!.....

Tout cela est à la vérité aussi ridicule que méchant, et ne prouve pas autre chose qu'une ignorance honteuse des faits historiques qui se sont accomplis sur les deux rives de la Plata depuis vingt ans—ou un manque de probité, de fidélité à ses devoirs qui ne peut guère se supposer chez des hommes d'honneur:—parce que de telles idées ne sauraient être inspirées que par l'esprit de parti ou par l'esprit d'intrigue; deux passions également incompatibles avec la dignité de représentant d'une grande nation..... et surtout d'une nation amie.

Chez des agents français, ces idées prouveraient, en outre, une absence totale de patriotisme et de cœur.

Disons d'abord et hautement, parce que c'est une vérité qu'on ne saurait nier sans s'exposer au plus éclatant démenti, que les français de Montevideo, pas plus que ceux de Buenos Ayres, n'ont eu la prétention de contrarier la politique de leur gouvernement, ni celle du gouvernement du pays où ils résident, ni celle d'aucun autre gouvernement étranger.

Ils ne se sont armés, à Buenos Ayres, comme ici qu'à leur corps défendant; pour leur propre sûreté, celle de leur famille et de leurs biens, sérieusement et cruellement menacés:—en 1829, par les hordes de gauchos et d'indiens pampas qui vinrent assiéger Buenos Ayres;—en 1839, par les gauchos et les indiens guaicurus aux ordres d'Echagüe, lieutenant de Rosas, qui venaient s'emparer de Montevideo et en expulser les étrangers;—en 1843, par les mêmes troupes de Rosas; mais infiniment plus nombreuses, et d'autant plus redoutables qu'elles venaient de massacrer dans les provinces argentines une foule de populations sans défense, ainsi que la plupart des prisonniers enlevés aux armées de Lavalle et de Rivera. Le général assiégeant, au lieu de chercher à rassurer, à tranquilliser cette population, l'inquiéta, l'irrita d'avantage par les menaces outrageantes que contenait le fameux manifeste du 1er avril;—ce fut là le signal de l'armement.

Dans ces trois circonstances, les agents diplomatiques et militaires français furent les premiers à signaler le danger, ainsi que le devoir et la nécessité de s'en garantir en recourant aux armes.

Dans ces trois circonstances ce ne sont point les français qui ont été chercher querelle à Rosas; c'est Rosas qui les a constamment menacés et persécutés. La plupart de ceux qui faisaient partie du *Bataillon de l'Ordre*, en 1829, lassés des vexations et des spoliations sans fin qui ont donné lieu aux nombreuses pétitions adressées au gouvernement français, ainsi qu'au premier blocus, avaient quitté Buenos Ayres pour venir s'établir dans la Bande Orientale, où ils espéraient jouir en paix du fruit de leur travail. L'invasion de 1839 les força à se réfugier dans les murs de Montevideo et de s'unir aux braves ma-

rins de notre escadre pour repousser l'éternel ennemi de leur repos. Ils étaient donc doublement compromis par cette prise d'armes; et c'était une cruauté, digne des siècles de barbarie que de leur faire un crime de l'armement de 1843; surtout après la menaçante circulaire du 1er avril, qui venait en quelque sorte ratifier les menaces de mort journalièrement proférées contre eux, depuis les Andes jusqu'au Cerrito, par des hommes féroces, altérés de sang et de vengeance.

Y a-t-il dans cette conduite des français de Montevideo et de Buenos Ayres rien que de conforme à la raison, au droit naturel et à la loi des nations?

Tant qu'on ne leur a point cherché noise, n'ont-ils pas fait preuve d'un respect exemplaire pour les lois du pays qui leur a donné l'hospitalité?

N'ont-ils pas toujours payé régulièrement leurs impôts; souffert avec une patience et une résignation admirables une foule de vexations et de spoliations révoltantes, commises avec une audacieuse insolence par des autorités subalternes de la campagne?

Prêts leur concours et leur assistance aux fils du pays toutes les fois qu'ils l'ont pu?

N'ont-ils pas enfin toujours évité de se mêler aux querelles des partis?

Mais à quoi bon insister sur toutes ces vérités, lorsque le vote mémorable du 30 avril, dans le sein de l'Assemblée Nationale de France, est venu mettre au néant ces calomnieuses accusations, à l'aide desquelles on se flattait de pouvoir égarer l'opinion publique.

Si la France s'est créée des embarras dans la Plata, la faute n'en doit pas être imputée à ses nationaux émigrés—qui ne demandent que paix, travail et sécurité;—mais à l'inqualifiable faiblesse de ses gouvernans, et surtout à la connivence coupable de certains agents diplomatiques et militaires, qui, ici comme à Buenos Ayres, ont méconnu les intentions de la France à l'égard de la politique du dictateur argentin.

Si les français de Montevideo se sont permis de censurer ouvertement la politique odieuse et humiliante de certains ministres et de certains agents, ils ont usé d'un droit incontestable: d'un droit qui leur était acquis à double titre:—à titre de citoyens français et à titre de victimes.

Sans prétendre diriger la politique commerciale de la France, en Amérique, les français de la Plata peuvent sans inconvénient chercher à éclairer le gouvernement et la nation sur les véritables intérêts de leur pays. Certes, personne ne peut avoir la ridicule prétention de mieux connaître les besoins de notre commerce et de notre émigration que nos négocians et nos émigrans eux-mêmes. Or quelle confiance, quel respect pourrait inspirer une politique française qui, pour ménager une politique rivale, méconnaîtrait ces besoins, sacrifierait sans scrupule les intérêts déjà assez majeurs du présent, et ne tiendrait aucun compte des intérêts immenses de l'avenir?..... Nous faisons abstraction de l'honneur national, si gravement compromis dans cette question:

N'est-ce pas le devoir de tout bon citoyen, de tout français qui se sent du cœur et de l'âme, d'élever la voix pour éclairer son pays et l'empêcher de commettre un suicide?

De rendre à jamais le nom de la France odieux et ridicule aux nations américaines?

D'être la risée, la dupe de l'Angleterre..... dont la politique égoïste et inhume triompherait sur tous les points à notre détriment!

Que la France adopte enfin une politique digne de sa puissance et de ses glorieux antécédants; qu'elle consulte surtout les besoins de sa population, de son commerce maritime, de ses manufactures, de son industrie agricole, et elle prendra naturellement dans la Plata le rang et l'attitude qui lui conviennent.

Et les français de la Plata la béniront, l'indemniseront amplement et en peu d'années, des sacrifices qu'elle aura faits pour assurer leur avenir.

Dire avec les partisans du système américain qu'une forte émigration étrangère dans ce pays serait exposée à mourir de faim, parce que pendant les sept années de siège de Montevideo, ou plutôt depuis la levée du blocus de Buenos Ayres, la France a été obligée de donner des secours à une portion de ses nationaux sans travail et sans

moyens de s'en procurer, c'est littéralement tomber dans l'absurde.

Autant voudrait affirmer que la ville et le territoire de Gênes ne peuvent pas nourrir leurs habitants, parce que pendant le siège mémorable qu'a soutenu Masséna, les français et les génois ont été réduits à manger ensemble l'herbe des rues, les chats, les chiens et les rats des maisons !

On pourrait en dire autant des villes de France qui ont passé également par les calamités d'un long siège :—de Paris, par exemple, au temps de la ligue.—Avec cette différence, qu'aujourd'hui que le bon roi Henri IV, qui investissait la place, sut que les parisiens en étaient réduits à l'horrible nécessité de manger de la graine de lin, mélangée d'ardoises et d'os pilés, permit à ses soldats de donner du pain aux assiégés ;—tandis que à Montevideo, loin de nous donner du pain, si nous en avions manqué, l'ennemi nous eut laissé périr tous sans la moindre pitié.

Mais cela n'eut pas été la faute du pays.

Cela eut été la faute de ceux qui, après avoir intimé à Rosas l'obligation de respecter l'indépendance de la République de l'Uruguay, ont levé le blocus de Buenos Ayres et du Buceo, avant d'avoir obtenu l'évacuation du territoire oriental par les troupes argentines ;—Avant d'avoir exigé, au moins, la levée de l'interdiction décrétée par le dictateur sur les bateaux marchands qui touchaient à Montevideo !

(Continuera)

LE BLOCUS FRANCAIS DES PORTS DE LA REPUBLIQUE ORIENTALE OCCUPES PAR LE GENERAL ORIBE,

par

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

(Traduction.)

(Suite.)

III.

DE L'HONNEUR DE LA FRANCE.

L'honneur, de même que la gloire, est pour la France une des conditions essentielles de son existence : ce sont deux points qui caractérisent particulièrement l'esprit et le génie noble et élevé de la nation Française. Sans honneur et sans gloire, il n'y a rien de grand pour la France : ce sentiment issu de la nation Française, se trouve encore augmenté en raison de sa civilisation et des progrès gigantesques que les arts, l'industrie et les sciences ont faits chez elle. Tout en France tend à s'améliorer, à se perfectionner, à s'élever triomphant au dessus de ce qui l'environne.

A l'extérieur, la France veut garder une haute position, et elle doit la conserver parce que son pouvoir, un des plus forts de l'Europe, ne peut exister sans honneur, sans cet honneur légitime qui s'acquiert par l'amour de la justice et le respect du droit des nations, par la protection des membres de la grande famille des peuples que d'ambitieux pouvoirs oppriment, par la défense de la civilisation et de la liberté, par la religieuse observance des traités, par de nombreuses et puissantes alliances, et enfin, par la protection qu'elle doit à ses nationaux et à son commerce sur tous les points du globe.

Dans le Rio de la Plata, quelle est la position assumée par elle sous ce point de vue ? Parcourons rapidement l'histoire des événements.

Depuis Baradère et Martigny la France est liée à la cause de la civilisation et de la liberté, qui se défend sur ces rives, et à l'intérêt qui doit l'animer pour ses propres enfants et son commerce, par des devoirs d'honneur et d'humanité. Les événements qui se sont succédés depuis cette époque, et dans lesquels elle a toujours joué un rôle, viennent faire cette position.

Les prétentions exorbitantes du dictateur en 1838 et la déplorable fin de l'infortuné Bache ont amené le blocus de Buenos Ayres et donné lieu aux engagements pris par la France envers la République Orientale, son allié de fait, et les populations de la rive gauche du Paraná, qu'elle protégea de sa marine et de son argent — soutenant à la fois Montevideo et le mouvement populaire qui, dans les provinces argentines, s'était levé pour combattre Rosas. C'est grâce à ce puissant auxiliaire qu'on a pu résister au général Echagüe qui, en 1839 envahit la République à la tête d'une armée de Rosas.

Voici le texte d'une déclaration officielle qui indique toute la gravité de cet engagement d'honneur :

« Les marins de l'escadre française étant descendus à

terre, sur la demande du gouvernement oriental, pour défendre au besoin la ville de Montevideo contre les forces de l'ensemble commun, le gouvernement de Buenos Ayres : les français qui se sont présentés et ceux qui voudront se présenter pour prendre les armes, sont invités à se rendre demain dimanche, à onze heures du matin, sur la grande place, ou les jours suivant chez le Consul de France.

Montevideo, le 12 octobre 1839.

LEBLANC.

BUCHET MARTIGNY.

BARADERE. »

L'influence et l'auxiliaire de la France ne manquèrent pas plus au Yerua, à D. Cristoval et au Sauce Grande, que lorsqu'il s'agit de transporter sur la rive droite du Paraná toute l'armée du général Lavalle.

(Continuera.)

La frégate anglaise Southampton a mouillé dimanche à deux heures sur la rade de Montevideo, venant du Cap de Bonne Espérance, cette frégate qui porte le pavillon amiral, est commandée par M. le contre-amiral Raynolds, qui vient remplacer à la station de la Plata, le comodore Sir Thomas Herbert.

Par ce navire et la Catharina, nous avons reçu des nouvelles d'Europe par la voie de Rio de Janeiro. Celles de Paris vont jusqu'au 12 août. Un journal annonce que l'Assemblée Législative, avait été prorogée le 11, cependant cette nouvelle a lieu de nous étonner, car le décret de prorogation l'avait fixée au 13 et rien ne justifie cette avance de deux jours.

Nous sommes toujours sans nouvelle de l'arrivée du général Pacheco en France, ce retard ne laisse pas que d'inquiéter les amis de la cause de Montevideo.

Paris et toute la France jouissaient du calme le plus grand. Cette tranquillité a permis de lever l'état de siège qui pesait sur la capitale et plusieurs départemens ; cependant cette mesure exceptionnelle a dû être maintenue à l'égard des six départemens qui forment la division militaire dont la ville de Lyon est le chef lieu. Une proposition faite par plusieurs représentans pour que cette division fut comprise dans la levée de l'état de siège a été repoussée par une grande majorité.

Le président de la République, continuait sa tournée dans les départemens et recueillait partout sur son passage les marques de la plus vive sympathie.

Les bruits d'un présumé coup d'Etat, ont perdu de leur consistance, et les journaux qui prétendaient que le voyage du président se rattachait à un projet ayant pour but de modifier visiblement la Constitution, en sont pour leurs frais de prophètes malheureux. Rien dans les diverses allocutions prononcées par le président ne vient justifier une pareille supposition, au contraire, elles sont empreintes du plus profond respect et du plus pur dévouement au maintien de la Constitution.

Une partie de l'armée française avait évacué Rome et était rentrée en France. Le général Garibaldi est parvenu jusqu'ici à échapper aux divisions qui le poursuivent ; mais on est sans nouvelles positives sur ses projets et sur sa marche.

Le trois mats français ~~Marie~~ capitaine Garay, parti du Havre le 11 août pour Rio de Janeiro, a naufragé sur la côte de Assú, à quelques lieues de Saint Jean de la Barra, le 22 septembre. Cependant on a aucune perte à déplorer et même une partie du chargement a pu être sauvée.

On écrit de Rio de Janeiro, qu'un changement notable est imminent dans le ministère du gouvernement impérial. On assure également que le comte de Caxias devait être envoyé à Rio Grande, le théâtre de ses honorables et glorieux exploits.

Rosas a fait acheter à Rio de Janeiro le vapeur Carlota, de la force de 60 chevaux.

Le transport à Montevideo d'une quantité de barils de poudre achetés par le gouvernement, a été le sujet de réclamations de la part du ministre de Rosas D. Guido près le gouvernement impérial du Brésil.

SR REDACTOR DEL PATRIOTA FRANCES :

Os ruego tengais la bondad de publicar en las columnas de vuestro ilustrado Periódico, la correspondencia adjunta.

La importancia del asunto, me releva de recomendaros la oportunidad de esta publicacion.

Tengo el honor de ser muy obediente servidor—

J. L. Bustamante.

Montevideo, Obre. 21 1849.

LA CARTA DE LORD PALMERSTON

AL

GENERAL O'BRIEN,

Consul general de la Republica Oriental del Uruguay.

OFICINA DE NEGOCIOS ESTRANGEROS, §

NOVIEMBRE 13 DE 1848. §

Señor : el Gobierno de S. M. ha tomado en consideración la Carta que me habeis dirigido el 7 del corriente sobre los asuntos del Estado Oriental del Uruguay, y la necesidad que en vuestra opinión existe de la intervención de la Gran Bretaña en auxilio de aquel Estado ; y debo observar en contestación que los que parecen dirigir sobre los negocios de Montevideo, son un puñado de aventureros extranjeros que están en posesión militar de la Capital y dominan al Gobierno nominal de la ciudad, y que fuera de los muros de esta única ciudad las personas que se titulan Gobierno del Uruguay no tienen una sola pulgada de terreno bajo su mando. Es evidente, por otra parte, que los individuos que ejercen esa influencia dominante en la ciudad de Montevideo, son la causa de la continuación de los males de que os quejais, y que la paz sería restablecida en el territorio del Uruguay, si aquellos individuos que se mantienen obstinados en la capital entraran en arreglos con el general Oribe.

Tengo el honor de ser vuestro obediente y humilde servidor—

«PALMERSTON»

Al General O'Brien, Consul general de la República del Uruguay.

La prensa Inglesa y la prensa Francesa, han publicado y censurado severamente, la Carta que dejamos transcrita.

La prensa Oriental no debe guardar silencio sobre ese incalificable documento del primer Ministro de la Gran Bretaña.

Como principal interesada, tiene el deber y el derecho de examinarlo y discutirlo, ante la opinión pública, en justo desagravio de los ultrajes que ese documento infiere al pueblo heroico y generoso, tan leal y franco con el Gobierno Ingles.

Ese interés es más elevado para la magnanima capital Oriental, atendida la singular y especialísima situación en que hoy se encuentra. Situación respetable para las grandes inteligencias, para los corazones generosos.

Siete años de grandes y heroicos sacrificios ; de valor, de miseria y de sangre merecen el respeto de todo el mundo, por que la desgracia y el martirio tienen títulos sagrados a las simpatías de todos los pueblos.

Así, los ultrajes de los que, abusando de su poder, gratuitamente y con notoria injusticia dirigen al infortunio, llevan por todas partes el detestable sello de la sin razón y de残酷za.

De la naturaleza de las grandes causas es, sin duda, experimentar graves injusticias, encontrar fuertes obstáculos. La de Montevideo ha sufrido las primeras, en gran número y los segundos, de parte de los gobiernos y de las cosas.

Pero la más sentida de todas, la más irritante, la más lastimosa mas ostensamente el honor de un gobierno y de un gran pueblo es, la que tiene el carácter, la forma y la tendencia de la carta de Lord Palmerston.

Ella nada ha respetado : ni el honor del gobierno cuyo nombre se habla, ni al pueblo y al gobierno sobre quienes dirige tan gratuitas, como injustas calumnias, ni a la opinión pública, ante la cual, los gobiernos como los individuos, tienen el deber de hablar con moderación y respeto.

Esa carta es menos, un documento oficial, que un libelo infamatorio, muy ageno de las formas y del estilo diplomático.

Baseado en el tipo especial de la Cansillería de Ross, le falta solo el lema abominable de «Mueran los salvajes Unitarios» para encontrarse perfectamente idéntico al modelo.

La mala diplomacia se inocula también, como la mala política ; y cuando se ha obrado como Lord Howden, no escribe también como Rosas.

Pero ese documento contiene una calumnia atroz, que es necesario combatir y reducir a polvo, ante la opinión pública. Los momentos son solemnes, y cuando se va a decidir de los altos destinos de esta bella causa, no debemos dejar correr ningún cargo, ninguna imputación que pueda empañarla ante el juicio de la historia, como ante los ojos de los pueblos.

La capital de Montevideo, los valientes que en ella ensierran para defenderla, los ciudadanos todos y extranjeros, unidos e identificados a sus destinos, tienen el más nobio interés en vindicarse de tan injuriosa calumnia.

Entremos pues al examen de esa carta.

Lord Palmerston asegura en esa comunicacion oficial al general O'Brien, que un puñado de aventureros dirigen, á lo que parece, los negocios de Montevideo, que están en posesion militar de la capital y dominan al gobierno nominal de ella.

Pocas palabras mas agudas de la verdad puede pronunciar el ministro de una gran nación, como las que dejamos transcriptas, ni en menos conceptos se puede mas injustamente injuriar aun gobierno amigo, que tantos títulos tiene al respeto y á la protección del Gobierno inglés.

¡ Un puñado de aventureros ! ¡ Un Gobierno nominal !

Amargos desengaños se suscita en la adversidad; pero son algunos de tal naturaleza, que irritan y profundamente subleban el espíritu, por su injusticia, por sus tentaciones y por los momentos en que se experimentan.

De esa especie son los que contiene la carta de Lord Howden.

Cuales son esos aventureros que dirigen los negocios de Montevideo, el ministro inglés no lo dice. Se contenta con anazar ese ultraje á la capital heroica y á su gobierno, sin enumerar una prueba, un solo fundamento que así lo acredite.

Sin embargo los hechos que han tenido lugar desde los primeros momentos del asedio hasta hoy, prueban todo lo contrario.

Montevideo ha sufrido todas las visititudes y penurias de un asedio prolongado y sembrado de todo género de obstáculos; pero una de las circunstancias que mas distingue al pueblo martir y á sus valientes defensores, es el orden admirable que se ha guardado en él, en los momentos mas críticos.

La autoridad del Presidente de la República, ha sido siempre obedecida; la propiedad, la vida, la libertad, la familia fueron constantemente sagradas.

En los tiempos modernos Montevideo ofrece un ejemplo conspicuo de moderación y de templanza en medio de un asedio muchas veces vigoroso, asechado por la intriga y la traición, y manteniendo, no obstante, en su seno, y respetando a muchos de sus propios enemigos.

En él han regido, en cuanto ha sido posible, las formas representativas; se ha hecho el comercio con regularidad y algunos tiempos en grande escala, sin que esos aventureros lo hayan interrumpido, ni menos inquietado á los depositarios de los grandes caudales de la sociedad compradora administrados por ella.

Sus contratos y derechos han sido observados y cumplidos; la industria y las artes, no han dejado de ejercitarse con provecho, y en muchas ocasiones con brillo.

El ejército ha mantenido constantemente un espíritu de disciplina y subordinación que no desmerece y puede presentarse por modelo á la par de los de Roma y Venecia asediadas también.

Al pueblo de Montevideo, ninguno le iguala en moderación y templanza, en resiliencia y patriotismo; ninguno de sus actos indica la perversidad de otros, ni los estremos de la demagogia han encontrado aquí proclives.

¿ Dónde están, pues, esos aventureros ? Cítense un hecho que los indique, que los muestre.

Diganlo los Agentes públicos que aquí residen: los extranjeros todos que se hallan entre nosotros.

Estamos seguros, que no se señalará un hecho que justifique la injusta y desusada clasificación hecha por Lord Palmerston. Estamos ciertos que no se levantarán una sola voz para decir—*hay estos aventureros*.

¿ Serán los cuerpos del país leales á su patria y obedientes á la autoridad del gobierno, que por siete años consecutivos combaten por la libertad de la República ?

¿ Serán las venceritas Legiones Francesa e Italiana compuesta de hombres todos lavoriosos y del comercio, invitados por el mismo Consul Francés los primeros á tomar las armas para defenderse de las atrocidades y amenazas de Oribe, y los segundos por un sentimiento elevado de honor y de generosidad unido á la necesidad de su propia conservación ?

Esa tropas del país, y esos Legionarios, son las mismas que al lado de las tropas Inglesas y Francesas combatieron en la Colonia, en Paysandú y en otros puntos: son las mismas que unidas hacían la guarnición de esta capital en 1845, 46 y 47, & cuya moral, subordinación y valor se hallaba confiada su seguridad y el sosténimiento del honor inglés comprometido entonces en el Río de la Plata en la intervención armada.

¿ Serán los ciudadanos ingleses y franceses que hacen el comercio de esta plaza, & el pueblo de la capital tan moderado y templado ?

Si esos no son, ¿ donde están esos aventureros ?

¿ Como, los Agentes extranjeros, no han protestado contra ellos ?

Es esta una de esas injusticias que el apasionado espíritu de una mala política, solo puede cometer, para cubrir

otras no menos injustificables medidas, adoptadas con entera mala voluntad, hacia la capital de Montevideo y con menguado conocimiento de la importante cuestión que en ella se sostiene.

No hay pues aventureros, ni en el ejército, ni en el pueblo, ni en el comercio, ni en los generosos extranjeros sacrificados, diezmados en defensa de Montevideo, y arruinados por su constancia y abnegación sin ejemplo.

Hay por el contrario, hombres de honor, barones fuertes que al travez de todas las visititudes de todos los peligros, de todas las horribles tempestades, han afrontado los mortales tiros del encarnizado enemigo que los asedia, con la misma serenidad que las intrigas y la deslealtad de quienes tienen el deber de ser fieles á sus compromisos de honor, solemnemente declarados.

El ministro inglés, no ha sido, pues, feliz en su inexacta clasificación, no ha sido moderado ni justo en su apaciguación Carta.

Entremos ahora en la segunda injuria que hace el Gobierno Oriental, clasificando de nominal.

Imposible parece que tal sea el concepto que el Gobierno inglés tenga del de la Capital de la República Oriental, y que sin embargo continua manteniendo acreditado cerca de él, á un representante de la Gran Bretaña: del Gobierno Oriental con quien aquel tiene firmados tratados públicos, y ante quien tuvo ya acreditado un ministro de la categoría del Sr. Ouseley: de un gobierno en fin, ante quien se hallan acreditados agentes públicos de potencias de primer orden, como la Inglaterra.

Si en los principios de Lord Palmerston, son gobiernos nominales aquellos que no tienen la política de arrajar de su seno, como el de España, aún alto representante del Gobierno inglés, no convenimos con él.

Si no son nominales, y por el contrario, muy dignos de respeto aquellos que, degüellan á los marinos Ingleses, y á quienes es necesario tolerar que no reciban los ministros públicos, ni consules que se les embian, sino cubudo ellos quieren y con las condiciones impuestas por su voluntad propia, no obstante la devoción de los cañones de Obligado, no convenimos con él.

Son, pues, según ese nuevo derecho de gentes, Gobiernos nominales los que guardan moderación y respeto, no obstante que se les falta á compromisos solemnes y se les vitupere como Lord Howden en su nota de 16 de Julio de 1847.

Y son factivos y verdaderos Gobiernos, los que proceden como el de España y el de Rosas.

Procuraremos no olvidar en América esos principios.

Dice también al terminar su carta el Ministro inglés que, la paz se restablezca en la República, tan luego como esos tales aventureros se entiendan con el general Oribe.

La opinión del ministro inglés en este punto, se armoniza perfectamente con la disposición de lord Howden, con la devolución de los cañones de Obligado y con la indefinida permanencia del representante inglés en la capital de Rosas.

Sensible es que los tales obstinados aventureros no quieran entenderse con Oribe para entregarle la ciudad, sus vidas y fortunas siguiendo el buen consejo de lord Palmerston.

La razón se confunde, se estravia, cuando así vemos opinar á los hombres de Estado de Europa, sin conocimiento de los hombres ni de las cosas que figuran en esta importante cuestión.

¡ Como creer en Londres, que un puñado de aventureros, tenga el poder de mantener la resistencia de Montevideo : que ellos puedan poner término á la guerra tratando con Oribe, y dar la paz á la República !

Lamentable ignorancia.

La paz se restablecerá en la República, cuando la justicia de la causa que se desfende sobre los muros de Montevideo, sea cumplidamente atendida, como principio á serlo por el gobierno de la República Francesa.

Cuando los gobiernos Europeos comprendan, que para la paz, solo Rosas y Oribe son los obstáculos ; porque son los enemigos de los principios fundamentales de todo gobierno, que son el orden, las garantías, las libertades afianzadas por las Leyes.

Cuando en los pueblos de Plata hayan triunfado definitivamente, la civilización sobre la barbarie, y el suave imperio de las instituciones, haya substituido al sangriento poder que Rosas ejerce por casi ocho años sobre estos infelices pueblos.

José Luis Bustamante.

Europe

FRANCE.

LES AVENTURIERS ILLUSTRES.

Nous avons différé de publier les impressions causées par la publication de la lettre d'un ministre de la Grande-Bretagne à l'agent consulaire d'un petit Etat dont l'existence politique est mise aux abois par les calculs plus ou moins britanniques du ministre signataire de cette lettre. Notre intention était de connaître comment la presse anglaise accepterait cet acte, jusqu'ici inusité, de la chancellerie anglaise. Nous voulions parler de la lettre de lord Palmerston au général O'Brien, déjà publiée à Paris et à Londres. Or, en ouvrant le *Morning Chronicle* du 13, journal dont l'importance est bien connue, nous y voyons un article principal rempli de verve, et qui représente la cause de Montevideo comme devenue inintelligible à force d'intrigues, et surtout à cause des mauvais procédés de lord Palmerston. Cette affaire est cependant bien simple, fort claire, pour peu qu'on mette la bonne foi à l'expliquer. C'est ce qu'a fait lord Aberdeen, homme d'Etat dont la loyauté est proverbiale, en répondant aux

excentricités débitées par lord Howden, pour justifier son injustificable conduite diplomatique dans l'affaire du Río de la Plata.

Lord Aberdeen, dit le *Morning Chronicle*, a posé la question sous son véritable point de vue, avec une simplicité qui fait autorité :

« J'étais au Foreign Office moi-même, a dit le digné lord en 1828, quand l'Etat de Montevideo fut créé, et lord Ponsonby a agi par mes instructions. Sans doute l'indépendance de l'Etat de l'Uruguay n'a pas reçu notre formelle garantie ; mais le désir du gouvernement britannique était que l'indépendance de cet Etat dût être reconnue, et, d'après de récentes transactions, nous sommes liés par l'honneur et la simple justice à veiller à ce que cette indépendance soit maintenue. Tel était l'esprit des bases appelées «bases Hood», qui avaient été arrêtées d'accord entre le gouvernement de France et celui d'Angleterre.... Je ne m'opposerai pas à quelques modifications, l'indépendance étant substantiellement maintenue, mais ces modifications peuvent, dans un cas donné, altérer tout le caractère de ma proposition. Par exemple, j'ai dit que l'indépendance de l'Etat Oriental était tout ce qui nous importe : mais si le général Rosas voulait exiger une modification qui permettît à son armée de rester en possession de l'Etat Oriental, je ne considérerais point cela comme une modification, mais bien comme l'entière destruction du véritable principe de la proposition.»

Ces paroles établissent d'une manière formelle que toute concesión que permítiera l'armée de Rosas d'occuper la république de l'Uruguay, après la paix signée, est inadmissible. Or, comme Rosas ne veut et ne peut faire un traité qui ne lui permette pas de laisser son armée au pouvoir d'Oribe, il est incontestable que nul traité ne peut être fait avec Rosas. L'expérience de sept années de vains efforts démontre l'inutilité de poursuivre ce but par des négociations, et un avenir très prochain démontrera la vérité de notre assertion.

Si nous avons invoqué le témoignage public donné par lord Aberdeen, qui peut revendiquer l'honneur d'avoir créé l'indépendance de Montevideo, c'est pour prouver que tous ceux qui défendent ce principe agissent selon la loi de la justice et des engagements qui lient la France et l'Angleterre à l'indépendance de ce pays.

Et bien ! la chose ainsi établie, comment devra-t-on apprécier la qualification donnée par lord Palmerston aux défenseurs de Montevideo, lorsqu'il les appelle un groupe d'aventuriers ?

Nous laisserons ce soin au correspondant du *Morning Chronicle*, qui, sous le titre de : « Un patient Anglais », publié, dans le numéro du 14, de graves observations à ce sujet. La plus sérieuse, à notre avis, porte sur la fatalité qui veut, depuis trois ans, que les chambres anglaises n'aient pu obtenir de lord Palmerston aucun document officiel sur les affaires de la Plata, à l'exception de ceux qui, sortis du Foreign Office, ont été livrés à la publicité, par la presse de Buenos Ayres.

En conséquence, nous nous bornerons à établir en fait, que si les défenseurs de Montevideo sont des aventuriers, il est indispensable que lord Palmerston qualifie dans les mêmes termes tous ceux qui directement et par des actes officiels sont venus en aide à ces aventuriers. Et on va voir de quel brillant cortège de très bonne compagnie lord Palmerston a entouré les défenseurs de Montevideo, en voulant jeter sur eux une déconsidération que, mieux qu'une personne, il sait n'être pas méritée.

Ainsi :

Les ministres de France et d'Angleterre, qui ont protesté collectivement, le 16 décembre 1842, contre l'invasion de la République de l'Uruguay, par l'armée de Rosas.—Aventuriers.

M. Mendeville, ministre anglais venu de Buenos Ayres où il avait signé cette protestation avec M. le comte de Lurde, à Montevideo, pour y signer un traité de commerce en 1843, sous la promesse de l'intervention anglaise.—Aventurier.

Discours du trône prononcé par la reine de la Grande-Bretagne, en annonçant l'intervention anglo-française, pour mettre un terme aux horreurs du Río de la Plata.—Aventurier.

Intervention anglo-française qui a tiré le canon en faveur des défenseurs de Montevideo, pris les villes, forcé le passage du Paraná pour escorter 117 bateaux de commerce jusqu'au Paraguay.—Aventurière.

Ici nous ferons observer à lord Palmerston qu'on pourrait employer également le titre de Pirates, dont les journaux et les organes officiels de Rosas ont gratifié les amiraux de France et d'Angleterre qui ont fait cette expédition du Paraná, où le sang des marins anglais et français a coulé sous les batteries de l'Obligado.—Suit la liste des aventuriers.

Deux bataillons de troupes de ligne anglais qui ont occupé pendant huit mois la ville de Montevideo pour protéger ses défenseurs.—Aventuriers.

Lord Howden, qui a épousé le répertoire des excentricités dont il a seul le privilégié entre tous les nobles lords pairs de la Grande Bretagne, pour obtenir de Rosas la paix en faveur des défenseurs de Montevideo.—Aventurier.

Le capitaine Robert Gore, envoyé par lord Palmerston, pour aller obtenir la paix en faveur des défenseurs de Montevideo.—Aventurier, etc.

En vérité, il serait difficile d'avoir composé pour les défenseurs de Montevideo une page plus élogieuse dans les fastes de leur résistance héroïque contre l'invasion des barbares qu'ils repoussent depuis sept ans des portes de Montevideo.

Et l'organe de la presse parisienne qui a (seul, il est vrai) le brillant privilégié, mais le triste coûte de protéger, dans la capitale de la France, le barbarisme des Paix, ne se doutait pas, en publiant la lettre de lord Palmerston au général O'Brien, qu'il faisait un si pompeux éloge des Aventuriers de Montevideo.—Qu'en dit la Presse.

(Le Pays.)

AVIS.

M. Auguste Chadafan, previent le public et principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la rue du 18 Juillet n° 82; il previent aussi les amateurs de bon gout qu'il a reçu de France, toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes sortes de sirops, comme
 sirop de limon ou de citron,
 idem de vinaigre,
 idem de vinaigre framboisé,
 idem de groseille,
 idem de framboises,
 idem d'orgeat,
 idem orangeade,
 le tout au prix d'une paque la bouteille et \$ 4 400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même établissement toutes sortes de jus de fruits pour faire les gelées et glaces et un grand assortiment de liqueurs et d'eau de vie à un prix très modéré.

AVIS.

Nous recommandons à l'humanité de nos compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les deux bras par suite d'un accident déplorable et qui, au lieu de se livrer à la mendicité, a mieux aimé, quelque pénible que soit ce travail, courir la ville et vendre des chandelles. Nous ne doutons nullement que tous les Français lui donneront la préférence pour leur consommation domestique:

AVIS.

M. Derozeaux chirurgien et dentiste, membre titulaire de la Société Nationale d'Emulation du département de la Vienne, a l'honneur de prévenir le public, qu'il se charge de nettoyer la bouche, et de toutes les opérations concernant la dentition; il cauterise les dents d'après le procédé nouveau de MM. Desirabode et Fallet;

Il se charge également de toutes les opérations relatives à l'histoire naturelle; empêcher et mettre en peau, ou classer tous les objets qu'on voudra bien confier à ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odon-talgique et le Beaume de Comping, contre les hemorroïdes, crachement de sang, chlorose, affections cancéreuses, crevasses ausein et fleurs blanches, etc., etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du matin à 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres, n° 122.

AVIS OFFICIEL.**DEPARTEMENT DE POLICE.**

Gaillerme Sagrera a été nommé courtier des passe-ports avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution et rempli toutes les formalités voulues par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.
 Montevideo, 17 septembre 1849.

AUTRE

Don Ignacio Benavides a été nommé courtier des passe-ports, avec approbation du gouvernement supérieur, après avoir donné caution, et rempli toutes les formalités requises par le décret du 28 août dernier.

Ce qui se fait savoir à qui de droit.
 Montevideo, 24 septembre 1849.

DEPARTEMENT DE POLICE.

L'autorité s'occupe actuellement à découv-

rir quels sont les auteurs de la fraude qui se fait de temps à autre, sur les monnaies d'argent à deux colonnes qui circulent de par la ville "limees ou rognées sur le cordon," de telle sorte, que sur celles de douze vintains, principalement, il manque un tiers ou un quart. En conséquence de quoi nous prévenons le public que de pareilles pièces ne peuvent circuler pour leur valeur "première intrinsèque," que même elles doivent être refusées; personne n'étant dans l'obligation de les recevoir pour leur ancienne valeur. Ce pourquoi celui qui persisterait à continuer une pareille fraude serait exposé aux poursuites voulues par la loi.

Montevideo, 15 septembre 1849.

SOLSONA.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

"PRESSE" Y DU "COURRIER DU HAVRE"

Hechas á la benemérita población francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4º de 26 páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en a Librería Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232, al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear al impresión.

AVIS DIVERS.**A Vendre.**

à très bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier blanc, Chloroforme, iodure de Potassium, Iode Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre, Sous-carbonate de soude pour les savonniers et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les peintres, Bandages pour cadets et enfants, Pessaires, Canules à injections en Caoutchouc, Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs, etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n°. 145 et 147, au détour de la pharmacie du Lion D'or.

Un jeune Français muni des meilleurs certificats et recommandable par sa moralité, a l'honneur de prévenir ses compatriotes; qu'il donnera, soit à domicile ou en particulier des leçons de français. Il s'offre en outre d'enseigner la lecture, l'écriture et les premiers éléments du calcul,

Montrichar.

RUE DU JUNCAL, n° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met à neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est ouvert tous les jours, on y donne des leçons de principes aux amateurs, on y trouve des pistolets de qualité supérieure à simple et double détente.

De la place de la Matriz esquina du Cabildo on voit l'enseigne



Nous invitons les personnes qui désireraient se procurer le premier ouvrage en entier de la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, à adresser sans retard leurs demandes à l'imprimerie du journal, où il ne s'en trouve que très peu d'exemplaires.

LA CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12 novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar à un prix modéré, s'adresser rue de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu à Montevideo, où il exerce sa profession depuis plusieurs années, a l'honneur d'annoncer à ses habitants qu'il a transféré son domicile dans le logement qu'occupait le défunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment de dents naturelles idem de composition dite incorruptibles et tout ce qui concerne sa profession.

Les personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance, le trouveront chez lui depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures après midi.—Il se transportera aussi à domicile.

Il offre aux indigents ses soins gratuitement depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

Chambres Garnies**A LOUER.**

Au jour et au mois. S'adresser à M. Auguste, ancien cuisinier de l'hôpital, rue de Buenos Ayres n. 215.

Il prévient aussi qu'il a un dépôt de meubles à vendre.

Gants et Cravates.

Gants de chevreau de couleur pour hommes et pour dames; un riche assortiment de cravates nouvelles et de parfumerie fine. En vente chez F. Martin, coiffeur, rue du 25 Mai, n. 251, maison du consul italien.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 129 a l'honneur de prévenir les élégants de cette capitale qu'il vient de recevoir un riche assortiment de cravates de satin, du dernier goût qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes reliés ou brochés sont en vente à l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabis.

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Hélène.

Le Sansonnet.